



Ciblés et sans recours : **expériences des jeunes non** **conformes au genre dans les** **écoles de Kinshasa, RDC**



PRÉSENTATION DE L'ÉTUDE

Cette note présente les résultats d'une étude de recherche menée en 2025 dans des établissements d'enseignement secondaire de Kinshasa, en République démocratique du Congo (RDC), axée sur les expériences des jeunes non conformes au genre¹. Cette étude s'inscrivait dans le cadre d'un projet menant à trois pays (RDC, Côte d'Ivoire, Mali) dirigé par l'École de Santé Publique de Kinshasa et Ipas, financé par le Partenariat mondial pour l'éducation : Échange de connaissances et d'innovation, une initiative conjointe avec le Centre de recherches pour le développement international (CRDI) du Canada.

L'étude a documenté la violence, la discrimination et le climat scolaire chez les adolescents âgés de 14 à 19 ans, en mettant particulièrement l'accent sur les groupes vulnérables, notamment les jeunes non conformes au genre, les filles enceintes et les jeunes mères. Une enquête quantitative menée auprès d'environ 5 000 élèves a été complétée par des groupes de discussion, des entretiens approfondis et des exercices de cartographie participative. Les jeunes non conformes au genre ont participé à des groupes de discussion et à des entretiens approfondis spécifiques, après avoir été recrutés par l'intermédiaire d'organisations de jeunesse et d'associations communautaires ; cette note présente les résultats spécifiques à cette population.

¹**Genre non-conforme** (ou **non-conformité de genre**) désigne le fait de ne pas se conformer aux normes, rôles ou expressions de genre traditionnellement associés au sexe assigné à la naissance. Cela peut se manifester dans l'apparence, le comportement, les intérêts ou l'identité d'une personne, et englobe un large éventail d'expériences qui ne correspondent pas aux attentes binaires du masculin ou du féminin.

RÉSUMÉ EXÉCUTIF



Les élèves non conformes au genre subissent des niveaux extrêmes de violence en milieu scolaire



Cette violence est systémique et institutionnelle



Elle entraîne une déscolarisation invisible



Les systèmes éducatifs manquent de mécanismes de protection



Des réformes politiques et institutionnelles sont nécessaires et réalisables

CONTEXTE ET CADRE JURIDIQUE

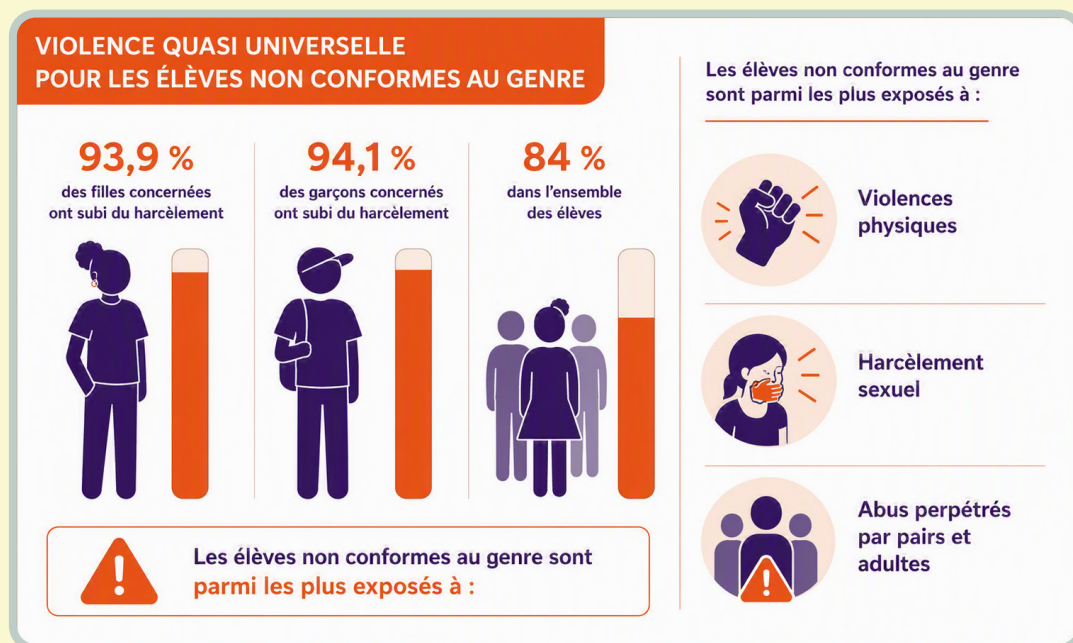
Bien que la Constitution congolaise garantisse en théorie le droit à l'éducation pour tous, il demeure une absence notable de protections juridiques contre la discrimination, le harcèlement et la violence à l'égard des élèves vulnérables, incluant les élèves non conformes au genre, en milieu scolaire.. Dans la pratique, cela crée un environnement dans lequel le harcèlement et la violence à l'encontre des élèves non conformes au genre peuvent se poursuivre sans recours juridique, et dans lequel les jeunes qui craignent des poursuites judiciaires sont peu susceptibles de signaler les abus. Si les dispositions antidiscriminatoires de la Constitution pourraient s'appliquer à l'identité de genre, elles sont rarement invoquées dans la pratique, et l'environnement juridique dissuade les victimes de se manifester. Les organisations de la société civile jouent un rôle important dans le soutien aux jeunes non conformes au genre, précisément parce que les systèmes institutionnels (écoles, familles, forces de l'ordre) échouent souvent ou leur portent activement préjudice. L'étude a révélé que les jeunes non conformes au genre qui ont eu accès à un soutien avaient tendance à se tourner vers les ONG et les réseaux de pairs plutôt que vers le personnel scolaire ou la famille, beaucoup d'entre eux indiquant que ces organisations avaient assumé des fonctions qui auraient dû être assurées par les familles et les écoles.

PRINCIPALES CONCLUSIONS

Prévalence et ciblage de la violence

Les élèves non conformes au genre subissent des violences en milieu scolaire à des taux nettement supérieurs à ceux de leurs pairs. Les filles non conformes au genre ont signalé une prévalence du harcèlement de 93,9%, et les garçons non conformes au genre de 94,1%, contre un taux déjà élevé de 84% dans l'ensemble de la population scolaire. Ces chiffres démontrent que pour les élèves perçus comme s'écartant des normes de genre, le harcèlement est une expérience quasi universelle.

Au-delà du harcèlement, les jeunes non conformes au genre étaient surreprésentés parmi ceux qui signalaient des violences physiques et du harcèlement sexuel. Les élèves présentant une non-conformité de genre figuraient parmi les plus fréquemment ciblés tant par leurs pairs que par les enseignants et les administrateurs scolaires. Dans ce contexte, le harcèlement sexuel comprenait des menaces explicites de « viol correctif » : une élève lesbienne a rapporté que des camarades lui avaient dit qu'ils l'enfermeraient dans une salle de classe avec des garçons pour « refaire d'elle une femme ». Des données qualitatives ont montré que des enseignants se moquaient de la voix et de l'apparence des élèves, faisaient des commentaires homophobes en classe et, dans certains cas, demandaient aux autres élèves d'éviter leurs camarades non conformes au genre au motif qu'ils pourraient les « influencer ».



Climat scolaire et sécurité

Les jeunes non conformes au genre ont déclaré avoir le sentiment de sécurité et d'appartenance le plus faible de tous les groupes étudiés. Ils ont décrit les écoles comme des lieux de violence psychologique quotidienne : moqueries publiques, insultes, humiliations en classe et exclusion sociale systématique. Plusieurs ont décrit avoir modifié leur comportement, notamment en arrivant en retard, en partant plus tôt et en évitant les espaces communs, comme stratégies de survie. La composante « apprentissage socio-émotionnel » de l'indice du climat scolaire a obtenu une perception favorable moyenne de seulement 37 % parmi l'ensemble de la population étudiante, le score le plus bas de tous les domaines mesurés ; les données qualitatives suggèrent que les expériences des élèves non conformes au genre étaient nettement pires que cette moyenne.

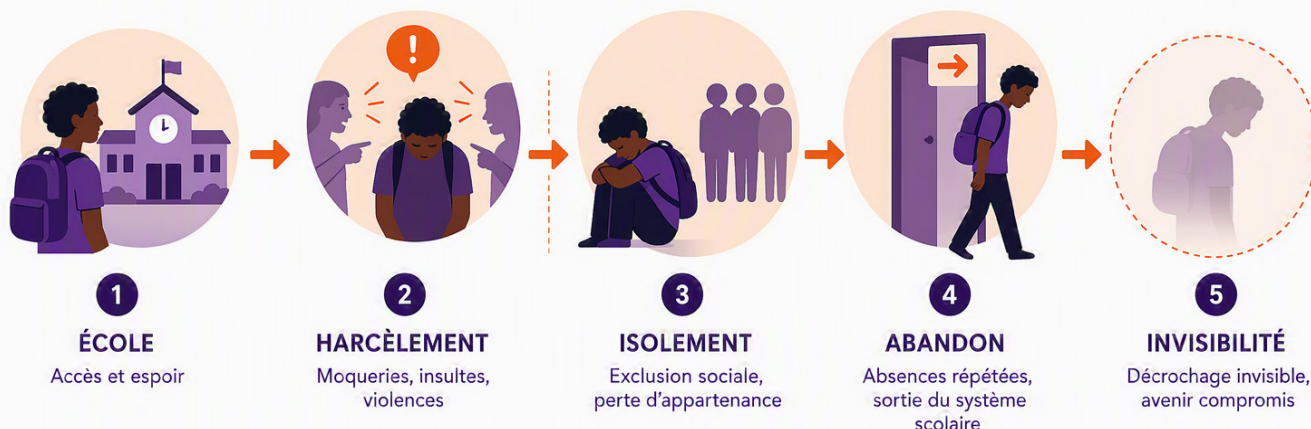
L'étude a montré que la violence à l'encontre des jeunes non conformes au genre ne se limitait pas à l'enceinte de l'école. Les trajets vers l'école, les marchés locaux, les postes de police et les lieux de culte ont tous été identifiés comme des lieux de harcèlement. Certains élèves ont rapporté que des agents de police postés près des écoles avaient menacé les jeunes non conformes au genre d'arrestation. L'environnement familial était également souvent dangereux, plusieurs élèves décrivant un rejet familial, une privation alimentaire et une pression pour se conformer — faisant de l'école, malgré ses dangers, parfois l'environnement le moins hostile parmi ceux disponibles.



Déscolarisation et impact sur l'éducation

Plusieurs élèves non conformes au genre interrogés avaient déjà quitté l'école au moment de l'entretien. Ils ont été recrutés par échantillonnage en boule de neige via des associations de jeunesse, ce qui montre que certains des élèves les plus gravement touchés par la violence scolaire avaient déjà quitté le système et étaient invisibles dans les données collectées par les établissements scolaires. Un élève a décrit avoir quitté l'école après avoir subi une discrimination persistante de la part des enseignants, affirmant à sa famille qu'il avait été renvoyé plutôt que de révéler la véritable raison. Ce schéma de départ dissimulé, de tromperie familiale et d'isolement communautaire indique une sous-estimation significative de l'impact de la violence sur l'éducation des jeunes non conformes au genre dans les données courantes. **Impact sous-estimé dans les statistiques éducatives**

Un parcours brisé par la violence et l'exclusion



Chaque étape renforce la suivante.
Sans soutien ni protection, le cycle se poursuit.

Attitudes au sein de la population étudiante générale

Une large majorité (76,5 %) des élèves jugeait inacceptable qu'une fille s'habille ou se comporte comme un garçon, l'opposition étant plus marquée chez les garçons (83,1 %). Une majorité encore plus importante (87,4 %) jugeait inacceptable qu'un garçon s'habille ou se comporte comme une fille. Ces chiffres reflètent à la fois la pression sociale à laquelle sont confrontés les élèves non conformes au genre de la part de leurs pairs, et l'environnement normatif dans lequel évoluent les enseignants. Les garçons qui s'habillent différemment de leurs camarades masculins auraient été moqués par 59,2 % des élèves, ce chiffre s'élevant à 67,8 % pour les filles qui s'habillent différemment, ce qui indique que la non-conformité de genre chez les élèves de sexe féminin attire des sanctions encore plus sévères.



76,5 %
rejetent les filles
non conformes



87,4 %
rejetent les garçons
non conformes



Jusqu'à 67,8 %
des élèves participent
aux moqueries



Un climat social hostile qui
renforce l'exclusion et la
souffrance.

Défaillances structurelles et institutionnelles

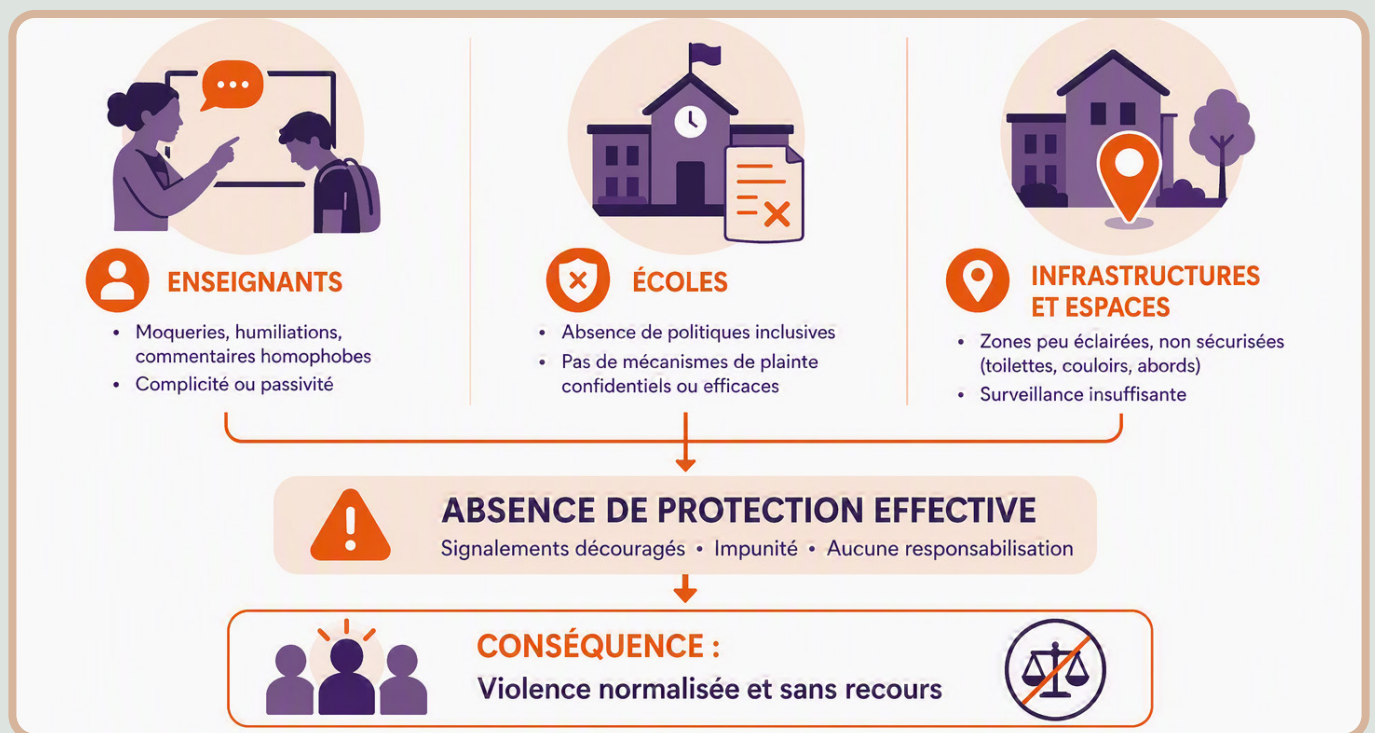
La recherche identifie plusieurs conditions systémiques qui entretiennent la violence à l'encontre des élèves non conformes au genre.

Complicité des enseignants et absence de réponse institutionnelle. La discrimination perpétrée par les enseignants a été largement documentée. Le personnel se moquait de la présentation de genre des élèves en classe, éloignait les élèves de leurs camarades non conformes au genre et, dans au moins un cas documenté, a manipulé les notes pour punir un élève qui avait repoussé les avances d'un enseignant. Lorsque les élèves signalaient des actes de violence aux autorités scolaires, les réponses étaient informelles et non standardisées, avec un manque de protection structurée. Aucune école de l'étude ne disposait de politiques ou de procédures formelles traitant spécifiquement de la discrimination fondée sur l'identité de genre ou l'orientation sexuelle.

Absence de mécanismes de signalement sûrs.

Les élèves non conformes au genre étaient confrontés à un obstacle majeur au signalement: non seulement ils se méfiaient des réponses institutionnelles, mais ils couraient le risque que la divulgation de leur situation révèle leur identité à leur famille ou aux autorités, ce qui aurait pu entraîner des préjudices supplémentaires. Un élève a explicitement déclaré ne pas avoir parlé à ses parents de la violence physique dont il était victime, car il craignait davantage le rejet familial que la poursuite des abus. Cette dynamique rend tout système de signalement scolaire inaccessible à cette population.

Environnement physique. Des exercices de cartographie participative ont permis d'identifier des espaces spécifiques (toilettes isolées, couloirs, trajets vers l'école, postes de contrôle de police) comme des lieux à risque concentré pour les jeunes non conformes au genre. L'insuffisance des infrastructures scolaires a contribué à cette exposition, les espaces mal surveillés ou isolés offrant des occasions de harcèlement sans témoin ni recours.



RECOMMANDATIONS DES ÉLÈVES

Les jeunes non conformes au genre qui ont participé à l'étude ont demandé aux autorités de reconnaître leur sécurité et leur dignité comme une question de droit et de politique. Ils ont réclamé des règles scolaires interdisant explicitement la discrimination et le harcèlement fondés sur l'identité et l'expression de genre, assorties de sanctions applicables. Ils ont demandé que les enseignants et la direction de l'école soient formés, non pas pour accepter ou approuver leurs identités, mais simplement pour cesser de leur nuire activement. Ils ont demandé des espaces confidentiels où ils pourraient chercher du soutien sans craindre d'être exposés. Plusieurs ont appelé la société civile à faire entendre leur voix et ont indiqué que les ONG avaient été les seules institutions à les soutenir de manière constante.

RECOMMANDATIONS POLITIQUES

À l'intention du gouvernement et des autorités éducatives : modifier la politique nationale en matière d'éducation afin d'interdire explicitement la discrimination et le harcèlement des élèves fondés sur l'identité et l'expression de genre, et établir des normes applicables concernant les mesures que les écoles doivent prendre en réponse aux incidents signalés. Examiner l'écart entre les garanties constitutionnelles de non-discrimination et les pratiques au niveau des établissements scolaires. Veiller à ce que la formation des enseignants inclue des contenus sur la diversité de genre, les comportements non discriminatoires et la protection des élèves vulnérables, et à ce que cette formation soit obligatoire et régulière.

À l'intention des responsables scolaires : Élaborer et appliquer des codes de conduite explicites couvrant le harcèlement entre élèves et entre le personnel et les élèves lié à l'expression de genre. Mettre en place des points de contact désignés et confidentiels pour les élèves victimes de discrimination, avec des protocoles clairs qui n'exigent pas que les élèves divulguent leur identité à leur famille ou aux autorités pour bénéficier d'un soutien. Inspecter les environnements scolaires physiques pour détecter les risques pour la sécurité, y compris l'emplacement des toilettes et la surveillance des zones isolées.

Pour la société civile et les ONG : Continuer à fournir le soutien que les institutions n'ont pas su apporter, tout en plaidant en faveur d'une réforme institutionnelle afin que ce fardeau ne repose pas sur la société civile. Soutenir les jeunes non conformes au genre pour qu'ils participent à la gouvernance scolaire et aux processus décisionnels. Documenter et signaler les cas de violence perpétrée par des enseignants aux autorités éducatives et, le cas échéant, aux mécanismes de défense des droits humains.

Pour les chercheurs et les bailleurs de fonds : investir dans des systèmes de données qui rendent les jeunes non conformes au genre visibles dans le cadre du suivi éducatif de routine, en utilisant des méthodes éthiques et tenant compte des traumatismes qui n'exposent pas les participants à des risques supplémentaires. Les enquêtes menées en milieu scolaire sous-estiment le nombre d'élèves les plus touchés — ceux qui ont déjà quitté l'école — et la collecte de données primaires auprès de cette population nécessite un recrutement au sein de la communauté et de solides garanties éthiques.



À propos d'Ipas RDC

Ipas RDC est une organisation membre du **réseau Ipas**, engagée pour la promotion des Droits à la Santé Sexuels et Reproductive des femmes et des filles en République Démocratique du Congo. L'organisation contribue au renforcement de systèmes institutionnels et sociaux durables, résilients et sensibles au genre, afin de permettre à chaque femme et chaque fille d'exercer des choix libres et éclairés concernant son corps, sa vie et son avenir.

Cette publication a bénéficié du soutien de la Global Partnership for Education – Knowledge and Innovation Exchange (**GPE KIX**), une initiative conjointe avec le Centre de recherches pour le développement international (**CRDI/IDRC**), **Canada**.

Les points de vue exprimés dans le présent document ne reflètent pas nécessairement ceux du CRDI/IDRC ni de son Conseil des gouverneurs.



Pour en savoir plus sur notre projet :

www.ipas.org/YouthSafeSchools

© Ipas RDC 2026